

Budget italien : Rome sur le point de céder à la pression européenne ?

https://www.lepoint.fr/europe/budget-italien-rome-sur-le-point-de-ceder-a-la-pression-europeenne-26-11-2018-2274441_2626.php

Jusqu'ici ferme, le gouvernement italien semble, aujourd'hui, disposé à revoir son budget 2019 afin de calmer les marchés financiers.

Source AFP



Inflexible, l'Italie ? Peut-être pas tant que cela. Alors que, jusqu'à présent, Rome refusait catégoriquement de modifier son budget pour 2019, malgré l'insistance de Bruxelles, il semblerait que le gouvernement italien soit désormais plus disposé à réviser son budget dans le but d'éviter une confrontation brutale avec Bruxelles, mais aussi et surtout pour apaiser les tensions persistantes sur les marchés financiers. Ce changement de ton a entraîné un bond de 3 % de la Bourse de Milan et un net relâchement du spread, le très surveillé écart entre les taux d'emprunt italien et allemand à dix ans. Celui-ci s'est réduit à 286 points, contre 307 à la clôture vendredi soir.

« Si, durant la négociation [avec Bruxelles], le déficit doit diminuer un peu, pour nous, cela n'est pas important », a déclaré lundi matin Luigi Di Maio, le leader du Mouvement 5 étoiles (M5S, antisystème), un des deux partis de la coalition au pouvoir en [Italie](#) avec la Ligue (extrême droite). La [Commission européenne a rejeté le 23 octobre le projet de budget italien](#) pour 2019, qui prévoit officiellement un déficit à 2,4 % du PIB. Bruxelles juge irréalistes les prévisions italiennes, estimant que le déficit atteindra 2,9 %, bien loin des engagements du précédent gouvernement de centre gauche (0,8 %). La coalition populiste italienne avait depuis maintenu une ligne inflexible, semblant prête à assumer le risque d'une « procédure de déficit excessif », et donc de sanctions financières.

Lire aussi [Osmont - La marche sur Bruxelles de Matteo Salvini](#)

Mais au lendemain d'un dîner de travail samedi soir à Bruxelles entre le président de la Commission européenne, [Jean-Claude Juncker](#), et des membres du gouvernement italien, le ton a changé à Rome. Le leader de la Ligue, Matteo Salvini, toujours prêt à attaquer la Commission, a lui-même affirmé lundi que le gouvernement appliquerait « le bon sens ». « Si, à Bruxelles, ils pensent tenir en otage le gouvernement et 60 millions d'Italiens sur un chiffre après la virgule, nous sommes prêts à leur retirer tout alibi », a-t-il affirmé. Dans de précédentes déclarations dimanche à l'agence italienne Adnkronos, il avait indiqué que l'essentiel était d'avoir un budget « qui fasse croître le pays » – alors que l'Italie affiche une croissance exsangue – et que le déficit pouvait donc être « de 2,2 ou 2,6 ».

Aider les plus démunis

Une réunion sur le budget est prévue lundi soir au palais Chigi en présence du chef du gouvernement Giuseppe Conte, du ministre de l'Économie Giovanni Tria et de Luigi Di Maio et Matteo Salvini. « Avec Giuseppe Conte et Luigi Di Maio, ces cinq derniers mois, j'ai toujours plus que très bien travaillé. Entre personnes concrètes, de bon sens, nous avons toujours trouvé un accord et nous le trouverons encore cette fois-ci », a déclaré Matteo Salvini. Son collègue Luigi Di Maio a souligné que « le sujet n'[était] pas les chiffres, mais les citoyens ». Il a ainsi réaffirmé l'importance de mettre en place un revenu de citoyenneté pour les plus démunis, de réformer la loi sur les retraites pour permettre un départ anticipé et d'indemniser les petits épargnants ayant été floués par la faillite de banques.

Lire aussi [L'Italie tourne le dos à l'Europe](#)

La question qui se pose désormais est : jusqu'où Rome est-il prêt à abaisser son niveau de déficit et cela sera-t-il suffisant pour satisfaire Bruxelles ? « La possibilité d'un compromis avant la décision finale sur [une procédure de déficit excessif](#) est plutôt mince. La distance entre la position italienne et ce qui serait requis par le cadre budgétaire [européen] est si large que, si le gouvernement devait essayer de le respecter, il changerait complètement de direction », a estimé l'économiste Lorenzo Codogno, fondateur de LC Macro Advisors. Mais Rome semble avoir pris, au moins pour une part, conscience de l'impact des tensions sur les marchés qu'engendre sa politique.

Le spread a doublé depuis mai sur le marché secondaire et le taux que le gouvernement doit offrir pour placer de la dette a nettement augmenté. De surcroît, un placement de bons du Trésor auprès des particuliers a fait un flop la semaine dernière, témoignant d'une inquiétude autour de la dette souveraine italienne et du faible appétit des investisseurs pour celle-ci. Or, l'Italie devra placer plus de 250 milliards d'euros d'émissions de dette souveraine l'an prochain.

Bruxelles et Rome veulent un accord sur le budget italien

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2018/12/03/20002-20181203ARTFIG00320-bruxelles-et-rome-veulent-un-accord-sur-le-budget-italien.php>



Le ton était plus positif lors de la réunion, ce lundi, des ministres des Finances de la zone euro.

On avance doucement, mais on avance. À Rome comme à Bruxelles, l'heure est au dialogue sur le projet de budget italien pour 2019. Le ton s'est voulu positif lors de la réunion des ministres de l'Eurogroupe ce lundi. La Commission européenne a salué de nouvelles propositions italiennes qui vont dans le bon sens. «À travers le dialogue, nous pouvons créer une atmosphère différente» a estimé le commissaire européen chargé de l'économie, Pierre Moscovici. [Après avoir rejeté le budget italien](#), Bruxelles semble donc prête à lâcher du lest et Rome à bouger les lignes.

En Italie, on cherche désormais un accord, car les Italiens ne veulent plus d'une confrontation avec Bruxelles. Selon un sondage SWG, près de 7 Italiens sur 10 sont favorables à un accord avec l'Union, et 28 % seraient prêts à négocier sans condition. 42 % des Italiens considèrent même qu'il faut aujourd'hui sacrifier le revenu de citoyenneté. Si l'enquête d'Ipsos montrait une Italie plus divisée sur le budget, la popularité du gouvernement italien a pâti de la dureté de sa position. Car il apparaît que le conflit avec Bruxelles coûte trop cher à l'économie italienne.

» LIRE AUSSI - [Budget: Bruxelles et Rome adoptent un ton plus conciliant](#)

Giovanni Cagnoli, qui a dirigé Bain en Italie pendant vingt-neuf ans, a calculé que l'élargissement de l'écart de taux avec l'Allemagne à 300 points augmentait la dette publique italienne de 1,5 milliard en 2018, 5 milliards en 2019 et 9 milliards en 2020. [Des intérêts additionnels qui, sur les trois ans, coûteraient à chaque Italien 258 euros](#). Déjà, les nouveaux prêts hypothécaires sont plus chers, comme les crédits aux entreprises. Le moral des Italiens s'en ressent: l'indice de confiance des chefs d'entreprise, comme des ménages recule pour le cinquième mois consécutif. La consommation et l'investissement sont en baisse, seules les exportations soutiennent l'activité. Au point que, après avoir enregistré un PIB en recul de 0,1 % au troisième trimestre, pointe aujourd'hui le risque d'une «troisième récession». Goldman Sachs prévoit même une croissance de seulement 0,4 % en 2019, après un début d'année proche de la récession.

Voie étroite pour un accord

Pourtant, si l'on veut un accord, la voie est étroite. En Italie, la Ligue affirme vouloir «maintenir un dialogue franc et respectueux avec les institutions sans renoncer au pacte avec les Italiens». Ce qui signifie maintenir les deux réformes phares du gouvernement, le départ à la retraite anticipée et le revenu de citoyenneté. Alors qu'à Rome, on veut s'en tenir à la baisse du déficit nominal, aujourd'hui à 2,4 % du PIB, à Bruxelles, on demande toujours une réduction de 0,6 % du PIB du déficit structurel, hors effets de la conjoncture. Bruxelles demande 7 à 8 milliards d'euros d'économies sur les dépenses, soit de réduire par deux le coût global des deux réformes, à 16 milliards. Si elle prône le dialogue, la Commission continue à préparer [le lancement de la procédure pour déficit excessif basée sur la dette contre l'Italie](#), dont la seule perspective suffit à effrayer les marchés financiers.

Si Matteo Salvini s'arc-boute contre une modification de la réforme des retraites, deux voies d'aménagement sont néanmoins à l'étude: d'abord, rendre la réforme transitoire, pour qu'elle ne dure pas plus de trois ans. Ou réserver l'accès au départ anticipé à ceux qui sont éligibles depuis au moins deux ans. Les discussions se poursuivent ce lundi au Parlement pour amender le budget en discussion par retouches successives. Mais c'est au Sénat que seront apportés les amendements clés aux deux réformes. À Rome, on estime que l'on a dix jours, jusqu'au 14 décembre pour rendre une copie acceptable par Bruxelles. Dans la capitale européenne, la Commission pourrait recommander le lancement de la procédure pour le 19 décembre.

Budget : l'Italie revoie à nouveau sa copie

<https://www.lesechos.fr/monde/europe/0600309776914-budget-litalie-revoie-a-nouveau-sa-copie-2228648.php>



Le gouvernement italien cherche à abaisser son déficit l'an prochain à 2 % environ pour éviter la procédure d'infraction que la Commission européenne s'apprête à ouvrir. Des concessions sur la réforme des retraites et le revenu citoyen sont inévitables.

C'est ce lundi que le budget 2019 sera présenté devant le Sénat après avoir été approuvé vendredi soir à la chambre des députés. Et, pour la énième fois, les sénateurs devront amender la version que portera Giuseppe Conte au Conseil européen ce jeudi, à Bruxelles.

Entre-temps, ce dernier a prévu de rencontrer Jean-Claude Juncker, président d'une commission européenne avec laquelle il négocie pour éviter, le 19 décembre prochain, l'ouverture d'une procédure d'infraction qui pourrait aboutir à des sanctions financières.

Ainsi, les sénateurs devront modifier la loi de finances prévoyant un déficit de 2,4 % empêchant l'Italie de respecter les règles budgétaires comme le lui demandent aussi bien la Commission de Bruxelles que ses partenaires européens. Cette dernière souhaite le voir baisser à 1,6-1,8 %, les forces populistes sont prêtes à concéder 2,2 ou 2,1% tandis que Giuseppe Conte et son ministre de l'Economie, Giovanni Tria, espèrent trouver un compromis à 2 %.

Reste que pour cela il faudra rogner sur des promesses électorales que Luigi Di Maio pour le M5S et Matteo Salvini pour la Ligue se refusent à renier. Le budget voté par les députés instaure un fonds de 9 milliards d'euros pour le revenu citoyen et de 6,7 milliards d'euros pour permettre les départs anticipés à la retraite. Des sommes que les sénateurs devraient réduire de 3 à 4 milliards d'euros. C'est encore loin des 8 milliards d'euros exigés par

Bruxelles, mais c'est un pas décisif pour rapprocher ses positions de celles du gouvernement.

Par ailleurs, la mesure la plus controversée des départs anticipés à la retraite sera présentée comme temporaire et non structurelle. Elle sera accompagnée en outre de coupes drastiques de 40 % des pensions les plus élevées. Une revendication du M5S qui devra consentir à des modifications de sa mesure phare.

Le revenu citoyen, prévu en avril prochain, sera reporté et son montant de 780 euros n'est plus tabou. Pour apaiser la grogne des entrepreneurs qui craignent un retour de la récession après un brusque ralentissement de la croissance, des réductions d'impôts et un remboursement plus rapide des dettes de l'administration publique à leur égard seront consentis. Quant à l'écotaxe, voulue par le M5S et qui a suscité une levée de boucliers, elle sera fortement remodulée voire abandonnée.

C'est ce que veut Matteo Salvini qui a rassemblé ce samedi au coeur de Rome ses partisans pour une démonstration de force. « *Donnez-moi le mandat de négociateur avec l'UE pour 60 millions d'Italiens* », a-t-il lancé, voulant se substituer à Giuseppe Conte.

Mais [l'heure n'est plus à la dénonciation des eurocrates de Bruxelles mais à la détente avec les commissaires européens](#) qui ont salué « *un changement de climat* ».

Olivier Tossier